

Déclaration conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Alassane Ouattara, Président de la République de la Côte d'Ivoire, sur les relations franco-ivoiriennes, l'épidémie d'Ebola, la situation au Burkina Faso et sur la question climatique, à Paris le 4 décembre 2014.

Mesdames, Messieurs,

J'ai reçu avec beaucoup de plaisir le Président Alassane OUATTARA. J'ai l'impression que nous ne nous étions pas quittés, puisque nous étions, il y a quelques jours, à Dakar ensemble, à l'occasion du Sommet de la Francophonie.

J'étais à Abidjan, il y a quelques mois à peine. J'avais été très bien reçu avec une délégation de chefs d'entreprise extrêmement fournie, tant le développement économique de la Côte d'Ivoire est impressionnant. Il ne doit surtout pas être altéré, ni par les fléaux sanitaires (qui sont proches mais qui sont contenus), ni par la situation sécuritaire dans la région.

C'est le sens de notre relation : faire en sorte que la Côte d'Ivoire reste un exemple pour beaucoup de pays, y compris dans sa capacité à assurer sa transition & faire en sorte que nous puissions garder cette stabilité dans le respect des droits. C'est ce qui se produit. Nous voulons d'ailleurs que les élections présidentielles qui vont avoir lieu en 2015 puissent se faire dans la transparence et avec une pluralité de candidats. Mais cela ne dépend pas que du Président ! Il convient que les forces qui veulent se présenter au scrutin puissent le faire librement et veuillent le faire !

Nous avons aussi le souci que la réforme de l'armée ivoirienne puisse s'accélérer afin de garantir une paix durable.

Nous avons parlé de plusieurs sujets. D'abord du développement de la Côte d'Ivoire que nous voulons encourager, appuyer. C'est tout le sens du contrat « Désendettement / Développement » que l'on appelle le C2D et qui est assez exemplaire lui aussi. Nous nous sommes mis d'accord sur le montant d'une deuxième tranche de plus d'un milliard d'euros. Elle portera sur des secteurs prioritaires pour la Côte d'Ivoire et pour la France (éducation, santé, développement urbain, infrastructures de transports), tout en poursuivant la coopération en matière de justice, qui a été demandée également par la Côte d'Ivoire.

Nous avons également beaucoup d'entreprises françaises qui sont présentes en Côte d'Ivoire. Qu'elles soient vraiment conscientes que c'est servir la croissance de la Côte d'Ivoire et de la France que d'y investir ! Nous avons plusieurs contrats qui ont été réalisés depuis ma dernière visite et j'en suis très heureux.

Nous avons évoqué la région de l'Afrique de l'Ouest avec deux sujets principaux.

Le premier, c'est le virus Ebola. La Côte d'Ivoire n'est pas touchée. La Côte d'Ivoire est aidée, dans le cadre du plan de prévention, par la France. Nous sommes conscients que c'est d'abord dans les pays touchés que nous devons être les plus efficaces. C'était le sens de ma visite en Guinée et de ce que nous avons pu faire, avec l'Europe : assurer la présence et la formation de

soignants et permettre de traiter le mal en Guinée forestière, là où il s'est malheureusement déclaré et faire en sorte que nous puissions être vigilants sur les frontières sans enfermer les pays. C'est très important que le développement des pays touchés par Ebola puisse continuer. Nous avons aussi évoqué le Burkina Faso puisqu'il s'y est produit les événements que l'on sait. Nous devons avoir la même exigence que nous avons portée à l'égard du Président COMPAORE. L'exigence, c'est le respect de l'ordre constitutionnel et de la date des élections. L'exigence, c'est d'avoir là-aussi un processus de transition. La France est aux côtés du Burkina Faso, dès lors que ces conditions-là sont respectées. Ceux qui se sont soulevés étaient aussi conscients, au Burkina Faso, qu'il fallait avoir le respect des règles constitutionnelles. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils s'étaient soulevés.

Sur le climat, nous avons la volonté l'Afrique et l'Europe, la Côte d'Ivoire et la France de réussir ce rendez-vous. Je sais que dans quelques mois, il y aura une réunion importante en Afrique de l'Ouest pour participer à ce processus, pour réussir la conférence sur le climat. J'insiste sur ce point, le Fonds vert est déjà créé, il est déjà ouvert à des contributions. La France y a engagé un milliard de dollars. Ce Fonds vert sera particulièrement utile pour l'Afrique. Je sais que la Côte d'Ivoire présentera de nombreux projets pour être pleinement associée à la transition énergétique. C'est la raison pour laquelle, nos relations avec la Côte d'Ivoire sont multiples et à chaque fois utiles pour nos deux pays.

Alassane OUATTARA

Je remercie Monsieur le Président, cher François, pour cet accueil toujours chaleureux. Au nom du Gouvernement et du peuple ivoirien, je voudrai dire à quel point la coopération entre la France et la Côte d'Ivoire est exemplaire. Nous avons été soutenus de manière remarquable. Ceci nous a permis de sortir de la crise post-électorale et de faire des progrès importants ces trois dernières années.

La Côte d'Ivoire approche un taux de croissance de 9 à 10% du PIB depuis 2012. Nous comptons poursuivre dans cette voie et, en même temps, nous faisons en sorte que cette croissance profite à la population, en faisant des investissements importants dans le domaine de l'éducation, de la santé et, bien évidemment, des infrastructures.

La question de la fièvre Ebola est une question essentielle pour certains pays de l'Afrique de l'Ouest. Fort heureusement la Côte d'Ivoire n'a pas de cas d'Ebola. Je voudrais vous remercier pour le voyage que vous avez effectué en Guinée. Il a donné un message de solidarité, non seulement aux Guinéens mais à tous les Africains, puisque cette maladie a le don de développer une stigmatisation, de créer des difficultés pour le déplacement de nombreux Africains en Europe comme en Amérique.

Au niveau de la coopération financière, je me réjouis et je vous remercie de la signature du deuxième contrat « Désendettement / Développement » pour plus d'un milliard d'euros. Cela va nous permettre de poursuivre les investissements dans le secteur clé que vous venez de mentionner. Nous ferons en sorte que ce soutien s'accompagne également d'une plus grande mobilisation de l'épargne intérieure, de l'amélioration de la fiscalité et aussi de la réduction du déficit pour nous permettre de mettre l'accent sur les investissements et préparer ainsi l'avenir. Nous avons parlé du Burkina Faso. C'est un pays proche de la Côte d'Ivoire, les populations sont entremêlées. Nous avons près de 3 millions de Burkinabés en Côte d'Ivoire. Il est important pour nous que ces pays connaissent une stabilité et que les élections se fassent surtout dans des délais rapprochés, qu'elles permettent d'avoir un régime légitime pour que la coopération puisse s'accélérer entre la Côte d'Ivoire et le Burkina.

J'ai indiqué que nous souhaitons un soutien de la France à l'équipe burkinabè pour que ce pays, qui n'est pas très riche, n'éprouve pas de plus grande difficulté pour le futur. Nous aurons l'occasion, dans moins de deux semaines, à Abuja au niveau de la Cédéao, de prendre des décisions concernant l'évolution de la situation au Burkina. L'objectif important maintenant, c'est de faire des élections démocratiques dans des délais rapides pour que le Burkina puisse bénéficier du soutien de la communauté internationale.

Je voudrais donc dire à quel point, à chaque fois, je suis heureux d'être à Paris. Je suis là également Monsieur le Président pour le groupe ASPEN. J'ai une conférence cet après-midi à

également, Monsieur le Président, pour le groupe AFR-EN. 9 h 45 une conférence est après midi à ASPEN Europe-Afrique. Nous parlerons du rôle de la jeunesse africaine, de la nécessité pour nous de nous approprier les nouvelles technologies pour accroître la croissance et le mieux-être des Africains.

Merci beaucoup !